

PLAN GENERAL DE COORDINATION
EN MATIERE DE SECURITE & DE PROTECTION DE LA SANTE
(PGC SPS)

Etabli conformément aux dispositions de la loi
Du 31.12.1993 et du décret du 26.12.1994 et du décret 2203-68 du 24/01/2003

OPERATION :

RENOVATION DU C.O.D

Pour le compte du : La Préfecture de la Meuse

Etabli : 13 octobre 2025

ADRESSE DU CHANTIER :

40 rue du Bourg - 55 000 BAR LE DUC

<u>MISES A JOUR</u>			
IND.	DATE	LIBELLE	NOM
0	13/10/2025	Création	C. BRESSAN

AFF. 13532

S O M M A I R E

1. - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANTS LE CHANTIER	3
1.1. - Définition de l'opération	3
1.2. - Coordonnées des intervenants	3
1.3. - Coordonnées des organismes preventifs	4
1.4. - Autorisation administrative	4
2. - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR	5
2.1. - Caractéristiques de l'environnement et des servitudes	5
2.2. - Organisation générale et installations de chantier	5
2.3. - Cantonnement	5
2.4. - Acces chantier	6
2.5. - Parking des vehicules du personnel	6
2.6. - Dispositions prises pour que seules les personnes autorisees puissent acceder au chantier	6
2.7. - Stockage	6
2.8. - Alimentation générale electrique - eau	6
2.9. - Incendie	7
3. - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE	8
3.1. - Conditions de stockage, d'élimination ou d'evacuation des dechets et des décombres ordinaires	8
3.2. - Conditions de stockage, d'elimination ou d'évacuation des déchets dangeruex	9
3.3. - Autorite et moyens budgétaires du csps en cas de carence d'une ou plusieurs entreprises	9
3.4. - Travaux en hauteur	10
3.5. - Conditions de manutention des différents materiaux et matériels	10
4. - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE (INTERFERENCE DE TACHES) ET TRAVAUX SPECIFIQUES	10
4.1. - Planification des travaux	10
4.2. - Protections collectives	11
4.3. - Déplacements des protections collectives	11
4.4. - Protections individuelles	11
4.5. - Mesures prises en matiere d'interaction sur le site	11
5. - ORDRE ET SALUBRITE SUR LE CHANTIER	12
5.1. - Nettoyage	12
6. - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE	13
6.1. - Organisation des secours	13
6.2. - Declaration d'accident	15
7. - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYES OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	15
7.1. - Entreprises designées par le maitre d'ouvrage	15
7.2. - Sous-traitants	15
7.3. - Travailleurs independants	16
7.4. - Interimaires	16

1. - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANTS LE CHANTIER

1.1. - DEFINITION DE L'OPERATION

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

En concertation avec le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises titulaires défailtantes, tout ou une partie des travaux ou des aménagements dus par celles-ci au titre de la sécurité, de la protection de la santé et de l'hygiène des travailleurs.

1.1.1. - DESIGNATION

Rénovation du C.O.D

1.1.2. - ADRESSE

40 rue du Bourg – 55000 BAR LE DUC

1.1.3. - DESIGNATION DES LOTS

LOT 01 : Entreprise générale.

1.1.4. - DATE PRESUMEE DU DEBUT DES TRAVAUX

Fin 2025

1.1.5. - DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION DES TRAVAUX

12 mois

1.1.6. - EFFECTIF PREVISIONNEL DES TRAVAILLEURS APPELES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER

425 Hommes / jour

1.1.7. - NOMBRE PRESUME D'ENTREPRISES APPELEES A INTERVENIR SUR LE CHANTIER

Estimé à 9 entreprises

1.1.8. - CATEGORIE DE L'OPERATION

3^{ème} catégorie (coordination du niveau 3)

1.2. - COORDONNEES DES INTERVENANTS

1.2.1. - MAITRE D'OUVRAGE

Préfecture de la Meuse
40, rue du Bourg
55000 BAR LE DUC

1.2.2. - MAITRES D'ŒUVRE

IN SITU Architectes
123, rue Mac Mahon
54000 NANCY

1.2.3. - CSPS

C.C.T.i.a
Mr Christian Bressan
18, avenue Gambetta
55000 BAR LE DUC
Tél : 03.29.77.10.04
e-mail: sps.bressan@orange.fr

1.3. - COORDONNEES DES ORGANISMES PREVENTIFS

1.3.1. - INSPECTION DU TRAVAIL

DDETSP de la Meuse
Bâtiment B de la cité administrative
24 avenue du régiment d'infanterie
55000 BAR LE DUC
Tél. 03.29.76.78.34

1.3.2. - CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CARSAT Nord Est Service Prévention
85 rue de Metz
54000 NANCY
Tél. 03.83.34.49.49 - Fax. 03.83.34.48.70

1.3.3. - ORGANISME PROFESSIONNEL DES PREVENTIONS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

OPPBTP
71 rue des cinq-piquets
54000 Nancy
Tél. 03.83.20.20.03

1.3.4. - MEDECINE DU TRAVAIL

MEDECINE DU TRAVAIL DU BTP
37 bis rue Oudinot
55000 BAR LE DUC
Tél. 03.29.45.16.51 - Fax. 03.29.45.16.51

1.4. - AUTORISATION ADMINISTRATIVE

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et en particuliers :

- DICT
- Permis de voirie
- Autorisation des concessionnaires

2. - MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR

2.1. - CARACTERISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

2.1.1. - CONTRAINTES DU SITE

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés à en site occupé.

Il sera procédé à des états des lieux avant travaux cet états des lieux sont destinés à éviter d'avoir à engager par l'entreprise des dépenses indues de remise en état après travaux, Si l'état des lieux est réalisé par un huissier à la demande de l'entreprise les frais seront à la charge de l'entreprise.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans la mesure du possible, les gênes imposées aux usagers, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

Les circulations et accès seront dégagés et nettoyés autant que nécessaire. Les travaux doivent être exécutés dans le respect le plus strict des obligations du Maître d'Ouvrage envers les tiers.

2.1.2. - DEGRADATIONS DE L'ENVIRONNEMENT

L'entrepreneur devra s'efforcer d'apporter la gêne minimale aux tiers en évitant toutes dégradations des lieux et de l'environnement. Il devra attacher une grande importance au respect du site.

De plus, en concordance avec les constats vus au 2.1.1, les éventuels dommages ou indemnisation des dégâts seront à la charge des entreprises.

2.1.3. - ACCES AU CHANTIER

L'accès chantier se fera par la rue Jean Errard.

- La protection éventuelle des équipements existants.

Les demandes d'autorisation d'emprise sur voirie, soit une interdiction de stationnement pendant toute la durée du chantier afin de permettre l'entrée et la sortie des véhicules ou le stationnement des véhicules. (emprise à définir lors de l'établissement du plan des installations de chantier).

2.2. - ORGANISATION GENERALE ET INSTALLATIONS DE CHANTIER

2.2.1. - CLOTURE DE CHANTIER

Sans objet

2.2.2. - PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Préalablement à l'exécution des travaux, le titulaire du **LOT N°1** soumettra à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, le plan des installations de chantier, qui devront préciser :

- La cloisonnement de chantier
- Les zones de stockage.
- L'emplacement de l'armoire électrique de chantier et de ces coffrets divisionnaires.

2.3. - CANTONNEMENT

Mis à disposition par le Maitre d'ouvrage d'un local au 52 rue du bourg.

Chaque entreprise devra signifier à ses employés ainsi qu'à ses sous-traitants l'obligation du respect soigneux des installations communes.

2.3.1. - SANITAIRE

Dans le local mis à disposition

Chaque entreprise devra fournir à son personnel du papier toilette, essuie-mains et de l'agent lavant.

2.3.2. - VESTIAIRES- REFECTOIRES

Dans le local mis à disposition.

Le réfectoire et vestiaire aménagés seront de surface suffisante pour accueillir tous les salariés ayant à intervenir sur le site, soit 6 personnes en période de pointe.

Leur entretien sera assuré par l'entreprise generale, il sera chauffé, ventilé, éclairé.

Les équipements armoires vestiaires, chauffe-gamelle, tables, chaises, armoire garde-manger, réfrigérateur seront à la charge de l'entreprise generale

2.3.3. - BUREAUX DE CHANTIER – SALLE DE REUNION

Sans objet

2.4. - ACCES CHANTIER

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

Le chantier pourra être accessible aux entreprises dès 7h30 (en relation avec le gardien).

2.5. - PARKING DES VEHICULES DU PERSONNEL

Les entreprises devront stationner en respectant la réglementation en vigueur.

2.6. - DISPOSITIONS PRISES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER

Chaque entrepreneur transmettra au coordonnateur SPS la liste du personnel appelé à intervenir sur le chantier.

Chaque salarié intervenant sur le site devra être identifiable.

Seuls les personnels identifiables sont autorisés à accéder au chantier.

Cette disposition permettra de lutter efficacement contre la présence de personne étrangère aux travaux et les vols de matériel ou outils.

2.7. - STOCKAGE

Le stockage est à limité aux maximum, préférer un approvisionnement au fur et à mesure.

2.8. - ALIMENTATION GENERALE ELECTRIQUE - EAU

2.8.1. - ELECTRICITE

A partir du point de livraison d'électricité mis à disposition par le Maitre d'ouvrage, l'entreprise générale devra réaliser l'ensemble de l'installation électrique provisoire du chantier. Les réseaux de distribution et d'alimentation extérieurs seront réalisés sous fourreaux afin d'éviter le risque d'accrochage des lignes. Et comprendra de façon distincte :

- L'installation de distribution électrique nécessaire aux besoins du chantier.
- Le raccordement des baraquements

- Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m.
- Ces installations seront contrôlées par un organisme agréé par le Ministère du Travail au compte des lots chargés de leur installation.
- En aucun cas, l'installation des bâtiments ne pourra être utilisée.

Les installations électriques doivent être vérifiées au démarrage du chantier. Cette vérification est confiée à un organisme agréé. Les réserves éventuelles doivent faire l'objet des travaux correspondants. Le rapport de vérification sera à disposition dans le bureau de chantier.

Eclairage de chantier

Les niveaux d'éclairement seront conformes aux règles d'éclairage et d'éclairement fixés par le décret n° 83721 du 2 août 1983 et codifiés dans le code du travail sous les articles R 4323 (1 à 10).

Rappel minimum

Zones et voies de circulation (escalier, etc...)	60 lux
Zones de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Postes de travail permanents	200 lux

L'éclairage doit permettre la circulation dans tout le chantier.
Les appareils d'éclairage doivent être résistants aux chocs et à l'eau.

CHACQUE ENTREPRISE EST RESPONSABLE DE L'ECLAIRAGE DE SON POSTE DE TRAVAIL. LE TITULAIRE NE DOIT QUE L'AMENE DU COURANT DANS UNE ARMOIRE, SUIVANT UNE REPARTITION DEFINIE CI-DESSUS :

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être CONFORME à la réglementation en vigueur sur les chantiers. Chaque entreprise désignera une personne qui sera chargée de son entretien :

❖ Rallonges	Type H 07 RNF
❖ Enrouleurs	Catégorie B NFC 61.720
❖ Prises	Incassables - Protection IP447
❖ Baladeuse	NFC 71.008
❖ Phare halogène	Norme NF avec grille de protection

2.8.2. - EAU

A partir d'un point de distribution mis à disposition par le Maître d'ouvrage l'entreprise du Lot N° 01 devra réaliser l'alimentation en eau du chantier. (point fixe de distribution et vannes d'arrêt)

2.9. - INCENDIE

2.9.1. - REGLES RELATIVES AU STOCKAGE ET A LA MISE EN ŒUVRE DES PRODUITS INFLAMMABLES

Les produits inflammables (résines, durcisseurs, colles, solvants, huiles, produits de nettoyage du matériel, décapant, carburant,) seront stockés dans des lieux facilement accessibles et largement ventilés.

2.9.2. - DISPOSITIONS PRISES POUR EVITER ET LUTTER CONTRE L'INCENDIE

RAPPEL: LES FEUX SONT INTERDIT SUR LES CHANTIER

Pour tout travail par point chaud, il sera mis à proximité des travaux un extincteur ayant subi les vérifications réglementaires et de classe correspondant au risque engendré.

- **Classe A :** Feux de matériaux solides.
- **Classe B :** Feux de liquides ou solides liquéfiables.
- **Classe C :** Feux de gaz.

3. - MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE

3.1. - CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES ORDINAIRES

3.1.1. - EVACUATION DES GRAVATS ET DES DECHETS ORDINAIRES

Les entreprises devront suivre la Charte de gestion des déchets de chantier du BTP dans la Meuse.

EXTRAITS DE LA CHARTE POUR LA GESTION DURABLE DES DECHETS DE CHANTIER (Février 2007)

Depuis juillet 2002, en application de la loi du 13 juillet 1992, seuls les déchets ultimes peuvent être mis en décharge. L'obligation de tri et de valorisation s'impose donc dorénavant à l'ensemble des déchets, qu'ils soient par des particuliers ou par les autres acteurs économiques.

En application de la circulaire interministérielle du 15 février 2000, la direction départementale de l'équipement a assuré l'animation d'une réflexion locale visant à planifier la gestion des déchets de chantier. La commission départementale de la gestion des déchets de chantier du BTP, constituée dans ce cadre avec les principaux acteurs des secteurs concernés, a élaboré un plan départemental de gestion des déchets issus des chantiers de BTP.

L'élimination dans de bonnes conditions des déchets du BTP constitue un enjeu majeur pour tous les intervenants de l'acte de construire, réhabiliter, exploiter ou entretenir des infrastructures, des bâtiments.

Les incidences sur l'environnement d'une gestion inadaptée des déchets sont multiples en termes de pollution de l'eau, des sols ou de l'air, en termes paysagers, en termes de nuisances sonores comme en termes de préservation des ressources en matières premières et d'énergie ou d'émission de gaz à effets de serre.

Les incidences économiques sont particulièrement importantes à la fois pour les entreprises dont l'activité est productrice de déchets, les maîtres d'ouvrage du BTP, les entreprises de traitement et de valorisation de ces déchets et des collectivités compétentes en matière de gestion des déchets. La prise en compte de la problématique déchets le plus en amont possible et tout au long de la vie des projets permettra à la fois la mise en place et le développement des filières aux meilleures conditions économiques et préservera le cadre du développement des territoires et des activités.

EXTRAITS DU GUIDE PRATIQUE DE GESTION DES DECHETS DE CHANTIER - EDITION 2005

Loi du 13 juillet 1992 : Principe du Pollueur/payeur et enfouissement réservé aux déchets ultimes (déchets non valorisables dans les conditions technico-économiques du moment) depuis juillet 2002.

Circulaire du 15 février 2000 ; Plan de gestion des déchets du bâtiment et des travaux publics.

Pour les entreprises responsables de l'élimination des déchets, il est conseillé de :

- Proposer l'utilisation de matériaux moins polluants, recyclés, recyclables.
- Veillez à la réduction des déchets à la source (emballages consignés, limiter les chutes.....).
- Réaliser un tri sur le chantier en séparant au minimum les 3 catégories de déchets (inertes, déchets banals et déchets dangereux).
- Orienter les déchets vers les filières conformes à la réglementation.
- Assurer la traçabilité des déchets. Les bordereaux de suivi des déchets sont OBLIGATOIRES pour les déchets dangereux et recommandés pour tous les types de déchets (bon d'enlèvement à demander et à conserver 3 ans).

Il est interdit de :

- Brûler les déchets à l'air libre sur les chantiers.
- Enfourer les déchets dans les tranchées sur le chantier.
- Abandonner les déchets dans la nature.
- Déverser des déchets solides, liquides dans le réseau d'assainissement collectif sans autorisation.

3.1.2. - REGLES GENERALES DE NETTOYAGE

Chaque entreprise a, la charge de :

- Laisser quotidiennement le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Effectuer une séparation sur le chantier entre les déchets inertes, les déchets banals (recyclables et non recyclables), les déchets d'emballage, et les déchets dangereux.
- Trier parmi les déchets banals ceux qui sont recyclables : les emballages, le bois, les métaux, le verre, certains plastiques.
- Evacuer ses déchets vers des filières conformes à réglementation.
- Assurer une formation adéquate sur la gestion des déchets auprès des chefs de chantiers et les compagnons.
- Nettoyer, réparer et remettre en état les installations qu'il a salies ou détériorées.

En cas de non respect des exigences ci-dessus, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir aux frais des l'entreprises défailtantes une entreprise de nettoyage extérieure.

Le brûlage sur le chantier, les délestages en bord des route, le rejet à l'égout, sont proscrits.

RAPPEL

Déchets Inertes: Gravois, béton, tuile.....

Déchets banals: revêtement de sol, de mur, bois, plastique, verre.....

Déchets dangereux: peintures, solvant, colles, bitume.....

3.2. - CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS DANGEREUX

3.2.1. - STOCKAGE DES DECHETS DANGEREUX

Chaque entreprise est responsable de ses déchets réputés dangereux. Ils devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure de stockage fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise ne œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Elles devront communiquer au Coordonnateur SPS :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion.
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

3.3. - AUTORITE ET MOYENS BUDGETAIRES DU CSPS EN CAS DE CARENCE D'UNE OU PLUSIEURS ENTREPRISES

Si le CSPS est amené à faire réaliser le nettoyage du chantier du fait de la carence d'un ou plusieurs entrepreneurs, sous couvert du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, les frais entraînés par cette mesure seront intégralement répercutés à l'entreprise ou aux entreprises déficientes.

3.4. - TRAVAUX EN HAUTEUR

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif. (Art. R. 4323-63).

Les accès communs à l'échelle, ne seront admis que :

- si des fixations en pied et en tête sont mises en place,
- si la hauteur d'accès ne dépasse pas 3 mètres,
- si l'échelle dépasse d'au moins un mètre le niveau d'accès,
- si les équipements, matériels, matériaux transitent par un autre moyen,
- si l'emprise au sol est protégée contre les chocs dus à la circulation d'engins ou de véhicules,

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux seront effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de nacelle élévatrice ou d'échafaudage de pied. Ce matériel devra répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels devront être montés ou évolués sur des surfaces stabilisées.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention sera obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection pourra être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

3.5. - CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

3.5.1. - LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Il est demandé de réduire au maximum les manutentions manuelles de gros matériels et matériaux.

Pour se faire il pourra être prévu la mise en place d'un palan électrique permettant la manutention des matériaux du rez-de-chaussée au deuxième étage.

Si le recours à la manutention manuelle ne peut-être évité, on doit chercher à limiter l'effort physique et à réduire au maximum les risques encourus par les opérateurs.

Le port des charges est limité à 55 Kg et l'entrepreneur doit mettre à disposition des opérateurs des aides et accessoires pour saisir, soulever, déplacer, manipuler, porter, transvaser, contenir.

Pour éviter les risques, la prévention devra comprendre :

- Evaluation des risques,
- Organisation des postes de travail,
- Information des opérateurs
- Formation des opérateurs.

4. - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE (INTERFERENCE DE TACHES) ET TRAVAUX SPECIFIQUES

4.1. - PLANIFICATION DES TRAVAUX

La planification des travaux qui sera affinée au cours de la période de préparation sera établie de manière à ce que les interventions ne découlent sur des risques envers les autres entreprises.

4.2. - PROTECTIONS COLLECTIVES

4.2.1. - MESURES DE COORDINATION POUR LA MISE EN PLACE DE PROTECTIONS COLLECTIVES UTILISABLES PAR TOUS LES CORPS D'ETAT

La désignation de l'entreprise chargée de leur fourniture, de leur mise en place et de leur maintenance est rappelée pour chaque type d'ouvrage dans le tableau ci-dessous :

Lots Concernés	Difficulté technique	Protections collectives Proposées	Risques identifiés
Lot N° 01	<ul style="list-style-type: none"> - Démolition - Circulation piéton 	<ul style="list-style-type: none"> - Nettoyage voie de circulation - Avant travaux mettre en sécurité tous les réseaux existants et s'assurer de leurs consignations. - Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier. - sécuriser toutes les zones d'accès et de travail (protections collectives, balisage etc...). - Enlèvement régulier des gravats ou autres objets encombrant les postes de travail et les surfaces de circulation. - Cloisons provisoire étanche aux poussières à chaque étage 	<ul style="list-style-type: none"> Chute de plein pied Chute de personnes

Les protections collectives autres que celles prévues par les P.P.S.P.S. de l'entreprise pourront être décidées soit par l'application de réglementation soit par le Maître d'Ouvrage et / ou le coordonnateur SPS.

Elles ne donneront pas lieu à une rémunération complémentaire. Si la décision concerne plusieurs entreprises simultanément, une répartition du coût sera faite au prorata des effectifs utilisateurs au moment de la décision.

Les protections collectives concernent principalement les risques de chute de hauteur du personnel, les risques de chute de matériels et matériaux et les risques de chute à travers les toitures.

4.3. - DEPLACEMENTS DES PROTECTIONS COLLECTIVES

Au cas où une tâche nécessiterait le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) devra présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

4.4. - PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Chaque salarié devra disposer en permanence de l'équipement de protection individuelle (casque, chaussures, lunettes, gants, etc....). L'employeur est tenu de justifier de leur fourniture.

4.5. - MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

4.5.1. - DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER LES TRAVAUX SUPERPOSES

Les travaux superposés exposent les travailleurs à des risques de chutes d'objets et de matériels. Pour limiter ce risque, les dispositions ci-dessous seront prises :

- élaboration d'un calendrier prévisionnel évitant au maximum les interventions de diverses entreprises,
- si l'application de l'article ci-dessus s'avère compliqué, il sera procédé aux décalages horaires des interventions,
- si l'une et l'autre des dispositions ci-dessus s'avèrent inapplicables, il sera mis en place des protections physiques. Certaines de ces protections seront obligatoirement mises en place qu'il y ait risque superposés ou pas.

Peu de tâches se superposent et même si c'est le cas, et compte-tenu du contexte il est facile de scinder les interventions.

4.5.2. - BRUITS

Compte-tenu du site, aucun des engins, ni aucune activité ne doit produire des bruits supérieurs au niveau sonore légal (85 dB max. à 1,00 m horizontal).

Les engins utilisés à l'intérieur des locaux seront manuels ou électriques. Aucun appareil équipé de moteur à explosion ne sera toléré.

Certains travaux sont susceptibles de provoquer des nuisances acoustiques. Ils devront être coordonné avec l'activité de la salle Poincaré, susceptible d'accueillir des réunions importantes dans la période (voire à suspendre si besoin les travaux durant les horaires de réunion). En ce qui concerne d'autre part les travaux particulièrement gênants de démolition de la dalle de rez-de-chaussée, une fermeture exceptionnelle sera envisagée (une matinée) ; cette fermeture devra être largement anticipée, car elle suscite des obligations de communication auprès des usagers.

Le milieu est considéré comme bruyant à partir d'une intensité de 80 dB (A), à partir de 85 dB (A) si une protection collective ne peut être mise en place, des protecteurs individuels sont recommandés. A partir de 90 dB (A), l'entreprise est tenue d'établir un programme de mesures en vue de réduire le bruit ; dans ce cas et dans l'attente de la réduction du bruit à la source, le port des protecteurs individuels est obligatoire.

Pour réduire le risque, il existe trois niveaux de prévention :

- **la prévention intégrée** : le bruit est réduit à la source par des dispositions techniques (éloignement de la source, désolidarisation des transmissions, cabine insonorisée, traitement des locaux, ...)
- **la protection collective rapportée** : amélioration de l'existant par des capotages, des encoffrements des écrans, des échappements améliorés, des méthodes de travail indifférentes (outils hydrauliques plutôt que pneumatiques, ...) une coordination des interventions des entreprises pour réduire l'influence du bruit sur les salariés.

Dans le cas où il n'est pas possible de supprimer le risque à la source ou lorsque la mise en place de la protection collective s'avère impossible, l'entrepreneur devra mettre à disposition des salariés des équipements de protection individuels.

Pour tous travaux exposant à des niveaux sonores supérieurs à 85 dB (A) (marteaux piqueurs, conduite d'engins, meulage, tronçonnage,...) le port du casque antibruit ou l'emploi de bouchons auditifs est obligatoire.

5. - ORDRE ET SALUBRITE SUR LE CHANTIER

5.1. - NETTOYAGE

5.1.1. - NETTOYAGE DES CANTONNEMENTS

L'entreprise générale assurera le nettoyage aux fréquences minimum suivantes :

- | | |
|----------------------------|--------------|
| - salles de réunions | hebdomadaire |
| - bureaux | hebdomadaire |
| - sanitaires | quotidien |
| - abords des cantonnements | quotidien |
| - vestiaires | quotidien |
| - réfectoires | quotidien |

Des poubelles seront installées et gérées par l'entreprise, près des zones bureaux, cantonnements.

Ces travaux peuvent être confiés à une entreprise de nettoyage (une copie du contrat devra rester sur le chantier, afin que le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou le Coordonnateur SPS puisse vérifier l'entretien des locaux).

5.1.2. - NETTOYAGE DU CHANTIER

L'ensemble du chantier sera nettoyé quotidiennement, pendant toute la durée. En aucun cas, les circulations ne devront être encombrées par des déchets.

6. - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

6.1. - ORGANISATION DES SECOURS

6.1.1. - ACCES DU CHANTIER ET CIRCULATION SUR LE CHANTIER RESERVES AUX SECOURS :

Les secours (SAMU, ambulance, pompiers, médecins, ...) auront accès au chantier par la rue de la Piscine.

EN CAS D'ACCIDENT GRAVE VOIR CONTACTS CI-DESSOUS :

6.1.2. - TELEPHONE DE SECOURS

1) EVACUATIONS

- SAMU : 15
- POMPIERS : 18

2) HOPITAUX

Hôpitaux les plus proches :

- **CENTRE HOSPITALIER** - 1 Bd de l'Argonne - 55000 BAR LE DUC - Tél. 03.29.45.88.88

3) PHARMACIE LA PLUS PROCHE

- **PHARMACIE A. MAGINOT** – 27 R ANDRE MAGINOT **55000 BAR LE DUC** – Tél: 03 29 79 05 58

4) SOS MAINS

- **Centre Chirurgical Emile Galé** – 49 rue Hermite - 54000 NANCY - Tél. 03.83.85.79.00

Transport évacuation à organiser avec la :

GENDARMERIE NATIONALE

27 avenue du 94è R.I.
55000 BAR LE DUC
Tél. 03.29.79.68.69 ou 17

5) CENTRE ANTI-POISONS

Centre Anti-Poisons de NANCY – 29 Ave du Maréchal de Lattre de Tassigny - 54000 NANCY
– Tél : 03.83.32.36.36

6) CENTRE DES GRANDS BRULES

- **NANCY BRABOIS : 03.83.15.46.89**
- **METZ BON SECOURS : 03.87.55.31.35**

7) URGENCE GAZ

Tél. 03.29.76.35.40

8) URGENCE ELECTRICITE

Tél. 0 810 333 055

6.1.3. - SECOURISTE SUR PLACE

Chaque entreprise devra disposer sur place de personnel formé aux techniques de secourisme dans la proportion de 1 pour 10 salariés maximum ou 1 secouriste si l'effectif est inférieur à 10.

La liste des secouristes sera affichée sur le chantier. Chaque entreprise indiquera dans le PPSPS le nom des secouristes qui participeront aux travaux.

La liste des secouristes sera remise à jour régulièrement dès l'intervention ou le départ d'une entreprise.

6.1.4. - MOYENS DE SECOURS A DISPOSITION EN PERMANENCE SUR LE CHANTIER

Dans 1 local accessible en permanence et entretenu par l'entreprise (la clé peut être détenue par les secouristes). On devra trouver :

- 1 trousse de 1^{er} secours minimum,
- les moyens de secours liés à des risques particuliers seront mis en place par l'entreprise utilisatrice (moyen respiratoire suite à intoxication gazeuse par exemple),
- les moyens d'alerte (téléphone) seront accessibles aux secouristes.

6.1.5. - CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT GRAVE OU COLLECTIF

- 1) Cesser toutes activités sur le chantier pour se consacrer au secours. Chaque ouvrier est tenu de se mettre au service des secouristes et de se conformer strictement à leur instruction sans prendre d'initiative.
- 2) Donner l'alerte : suivant le degré d'importance que définissent les secouristes sur place.
- 3) Placer 1 vigile à l'entrée du chantier et dans toutes les zones utilisées pour guider les secours et les ambulances.

Ces chemins seront étudiés en fonction de l'avancement des travaux entre les secouristes qui devront parfaitement les connaître et les maintenir accessible et le coordonnateur de sécurité.

- 4) Engager l'évacuation pour conduire le ou les blessés vers les zones accessibles aux ambulances.
- 5) Prévenir les responsables d'entreprise et le coordonnateur de sécurité.

6.2. - DECLARATION D'ACCIDENT

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents sont signalés au Coordonnateur SPS et au Maître d'Œuvre dans les 48 heures.

7. - MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYES OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1. - ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

7.1.1. - OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

La nouvelle législation oblige contractuellement les entreprises à participer activement à la coordination de sécurité.

Elles doivent notamment dans un délai de 30 jours après réception du contrat :

- rédiger et adresser un PPSPS avant tout démarrage des travaux,
- permettre la consultation du PPSPS pour avis,
- adresser un PPSPS aux organismes de prévention (médecin du travail, CHSCT, délégué du personnel)
- tenir le PPSPS à la disposition de l'inspecteur du travail,
- informer le CSPS et les organismes de prévention des substitutions ou modifications par rapport au PGC,
- conserver le PPSPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

7.1.2. - COMMUNICATION DES PPSPS PAR LES ENTREPRISES

ENTREPRISES	COMMUNIQUE A
– Entreprise du lot principal	– Inspection du travail – CRAM – OPPBTP – Coordonnateur SPS
– Entreprises exécutant des travaux à risques (art. L235.6)	– Inspection du travail – CRAM – OPPBTP – Coordonnateur SPS
– Toutes les entreprises y compris celles définies ci-dessus	– Coordonnateur SPS

7.2. - SOUS-TRAITANTS

7.2.1. - DECLARATION ET AGREMENT DU SOUS-TRAITANT

L'entreprise a l'obligation de déclarer au Coordonnateur SPS tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indiquera la nature précise des prestations sous-traitées.

Cette obligation s'applique pour les sous-traitants de 2ème degré ou de degré supérieur.

Cette déclaration est distincte de la demande d'agrément qui peut être demandée par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS pourront demander au Maître d'Ouvrage, le refus d'agrément d'une entreprise sous-traitante dont la structure ne répond pas aux exigences de sécurité définies au PGC et dans le PPSPS du titulaire.

7.2.2. - PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le PGC sera remis par le titulaire du marché à chacun de ses sous-traitants.

7.2.3. - PPSPS

Avant tout démarrage des travaux, le sous-traitant devra dans un délai de huit jours après réception du contrat, adresser un PPSPS au coordonnateur SPS.

Le délai de fourniture du PPSPS est réduit à 8 jours entre la réception du contrat signé et l'engagement des travaux de second œuvre dès lors que ces travaux ne sont pas à risques particuliers.

Si les travaux exécutés par les sous-traitants sont les mêmes que ceux de l'entreprise, avec les mêmes modes opératoires que ceux définis dans le PPSPS de cette dernière, le sous-traitant pourra être exempt d'établir et de transmettre son propre PPSPS. Dans ce cas, elle s'engagera par écrit, au respect des mesures de sécurité arrêtées par l'entreprise.

7.2.4. - COMMUNICATION DU PPSPS

Le PPSPS du sous-traitant sera communiqué à :

Voir article 7.1.2

7.3. - TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- à l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité
- Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

7.4. - INTERIMAIRES

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.